

Le paysage politique européen, de nos jours, est abîmé. Je suis frappé par le pessimisme des responsables politiques avec lesquels je discute régulièrement. Tous, qu'ils agissent en région comme sur le plan national, se disent extrêmement inquiets.

Nous avons, au sein de notre commission des affaires sociales, politiques et économiques de l'UEPAL, un sage en la personne de Daniel Hoeffel, qui fut plusieurs fois ministre dans différents gouvernements ; je pourrais bien entendu citer aussi Catherine Trautmann, vice-présidente de Strasbourg Eurométropole et ancienne ministre, qui est régulièrement invitée dans les paroisses et qui débatta le 17 avril au Temple Neuf, en compagnie de Philippe Richert, ancien ministre et président de la région Grand Est. Tous manifestent une crainte profonde.

Je partage leur analyse. Mais je ne me résigne pas à laisser se déployer des idées éloignées des valeurs fondatrices de l'Europe. On voit bien que ces valeurs, qui nous semblaient acquises, doivent toujours être conquises. L'Europe n'est pas un dû, mais un don. Elle résulte de la volonté des peuples de dépasser leurs rivalités traditionnelles.

À l'occasion de l'ouverture de Protestants en fête, au mois d'octobre 2017, lorsque nous avons été accueillis au Conseil de l'Europe, Anne Brasseur, présidente de l'Assemblée parlementaire de ce Conseil, qui paraissait pourtant éloignée des pratiques religieuses, a déclaré qu'elle attendait des Églises qu'elles contribuent à la protection des piliers de notre projet commun : la paix, les droits humains, la démocratie, dont chacun voit bien qu'ils sont remis en cause dans des pays membres de l'Union, où certains dirigeants les considèrent comme un frein au développement comme aux intérêts particuliers de leur nation.

Comment en sommes-nous arrivés là ? On a souvent souligné la perte de mémoire des jeunes générations. En Alsace, évidemment, le poids de la

« Les jeunes générations ne vivent plus l'histoire et la mémoire avec la même intensité »

mémoire compte énormément.

Je relate souvent que mon arrière-grand-mère a changé cinq fois de nationalité : elle est née française en 1863, elle est devenue allemande en 1870, a pris la nationalité française en 1918, redevenue allemande en 1940 et puis elle est morte française, quelques mois après la Libération.

Quand je pense que mes deux grands-pères ont combattu du côté allemand tandis que le grand-père de mon épouse a participé à la bataille du côté français, je mesure le poids de l'histoire dans ma famille.

EUROPE. Pour le président de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine, les protestants peuvent contribuer à l'avènement d'une Europe alliant unité et diversité.

« L'Union européenne n'est pas un dû, mais elle est un don »



Le Parlement européen à son siège à Strasbourg depuis 1999

Ce destin commun n'est pas exceptionnel dans notre région, qui fut traversée de drames, de guerres. Pour nous, cette Europe de la paix, de la concorde entre les peuples tient une place essentielle. Soixante-quinze ans après la Deuxième

Guerre mondiale, il est clair que les jeunes générations ne vivent plus cela avec la même intensité. Incontestablement, dans notre région, le désir de vivre en paix demeure profondément ancré. Mais

les peurs liées à la mondialisation, qui s'expriment notamment par rapport à la question migratoire, peuvent provoquer des égarements.

Je rappelle souvent aux membres de nos Églises qu'ils ont eux-mêmes été des migrants : 200 000 Alsaciens évacués ont dû se réfugier dans le sud-ouest de la France en 1939. Alors, quand des familles sont jetées sur les routes du monde, cherchent asile et sécurité chez nous, nous avons le devoir de les accueillir, même si cela n'est pas simple. On peut faire beaucoup avec un peu de bonne volonté.

Christian Albecker
président du
Conseil de l'Union
des Églises
protestantes
d'Alsace et de
Lorraine (UEPAL)

À NOTER

► **Comment construire une Europe politique ?**

Rencontre-débat avec Catherine Trautmann, Philippe Richert et Christian Albecker, animée par F. Casadesus mercredi 17 avril, 20 h 30, au Temple Neuf, Place du Temple Neuf, 67000 Strasbourg.

Nous devons lutter contre les « a priori », les clichés des discours de rejet que l'on diffuse et dont la puissance de séduction, par le biais des réseaux sociaux, se révèle si dangereuse. Dans les faits, nous constatons heureusement que les préjugés tombent lorsque, dans les paroisses, des rencontres concrètes se font : on n'a plus affaire à des étrangers, mais à des personnes réelles, avec leur histoire, leurs drames et leur espérance. Un travail efficace peut alors être réalisé. Les personnes qui ouvrent leur porte en retirent des richesses de rencontre et d'échange considérables.

Le débat qui se tiendra le 17 avril aura pour titre : « Comment construire une Europe politique ? ». Je pense que nous, protestants, pouvons apporter notre pierre à l'édification, ou plus exactement au renforcement de l'Europe. Notre histoire, notre culture sont celles de la diversité alors que dans l'inconscient catholique perdure peut-être une aspiration à l'unité d'une Europe chrétienne. La Réforme a introduit la diversité des convictions, des organisations ecclésiales, ce qui a conduit à l'affirmation de la liberté de conscience et de

religion. En Alsace, où nous avons eu la chance d'échapper aux persécutions violentes du fait du traité de Westphalie – quoiqu'il ait fallu attendre 1802 pour que nous bénéficions d'un statut vraiment clair –, avait été instaurée la règle du « *cujus regio, ejus religio* ».

Bien entendu, cela restait un héritage médiéval, car il était inconcevable qu'on ait une religion différente de celle du prince. Mais il n'empêche que la diversité des principautés, tantôt catholiques, tantôt protestantes, conduisait, et ce malgré les conflits, à la rencontre avec l'altérité. On était habitué au fait que les gens pouvaient avoir des croyances différentes. Tel est l'apport des protestants à l'Europe : accepter la diversité religieuse, culturelle, philosophique.

On a souvent reproché au protestantisme – et ce n'est pas infondé – son provincialisme. Cela étant dit, le souvenir des persécutions et des migrations des protestants favorise les échanges. L'Église protestante unie de France est notre Église sœur la plus proche.

Mais nous avons des liens continus avec les Églises protestantes allemandes, en particulier avec les Églises protestantes voisines du pays de Bade et du Palatinat. À Strasbourg, dans le nouveau quartier des Deux Rives, proche du Port du Rhin, qui est appelé à se développer, se trouve une chapelle protestante qui desservait ce quartier autrefois populaire. La configuration, les activités locales ayant profondément changé, les anciennes industries ayant été remplacées par des activités de service ou de recherche, nous avons créé une paroisse franco-allemande.

Il n'y aura pas forcément chaque dimanche un culte carillonné, mais une présence chrétienne renouvelée avec une pasteur française de l'UEPAL et un pasteur allemand de l'Église protestante du pays de Bade. Cette collaboration, très concrète, est une pierre apportée à la construction européenne.

J'aborde l'échéance de l'élection des députés au Parlement européen de façon malgré tout sereine, car j'espère que le désastreux Brexit aura montré à nos concitoyens ce qu'ils doivent à l'Europe. Traditionnellement, les Français votent selon des considérations de politique intérieure. Je forme le vœu que nos concitoyens aient enfin compris qu'il s'agissait d'une échéance fondamentale pour l'avenir. L'UEPAL a proposé un document commun avec les Églises protestantes de Bade et du Palatinat, destiné à accompagner la réflexion et la prière de nos membres durant cette période de carême, sur 6 thèmes : paix, justice sociale, justice climatique, droits humains, diversité culturelle et religieuse, et démocratie participative.

J'espère que nos concitoyens, en particulier les membres de nos Églises, prendront conscience de la gravité des enjeux et iront voter dans un sens qui contribue à promouvoir ces valeurs fondamentales. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR FRÉDÉRIK CASADESUS